

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 09/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE**

Raffinerie de Provence  
La Mède BP 90020  
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX  
13220 Châteauneuf-les-Martigues

D/SPR/GP/41/2023  
Références : JPP-D/0027-MRT-2023  
Code AIOT : 0006401056

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES. L'inspection a été annoncée le 19/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

En période de sécheresse, et pour préserver les utilisations prioritaires de l'eau (santé, sécurité civile et approvisionnement en eau potable), des restrictions d'eau graduelles et temporaires sont déclenchées progressivement par les préfets en fonction de 4 niveaux de gravité de la sécheresse.

Au regard de la situation de sécheresse précoce qui touche en 2022 le département des Bouches-du-Rhône, le préfet, a pris plusieurs arrêtés plaçant progressivement certaines communes en état d'alerte ou alerte renforcée, d'autres en état de crise et le reste du département en vigilance.

La situation de sécheresse inédite par sa précocité a conduit l'Inspection des Installations Classées à mener des inspections sur les établissements industriels gros consommateurs et/ou prélevant sur des ressources vulnérables telles que la nappe de la Crau. En août 2022, le système hydraulique de la Crau a connu son niveau historique le plus bas. L'objectif de l'inspection était de vérifier la connaissance par l'exploitant du cadre réglementaire applicable dans ce domaine de préservation de la ressource naturelle et les actions de réduction des consommations d'eau engagées en application de ses arrêtés d'autorisation d'exploiter et de l'arrêté départemental cadre sécheresse du 19 mai 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphtha), ainsi que des GPL (du propane et butane), de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mesures mises en oeuvre afin de réduire la consommation d'eau en période de sécheresse

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Mesures d'économie à réaliser en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 13	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 4.2.1	/	Sans objet
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 4.2.2	/	Sans objet
3	Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 4.2.4	/	Sans objet
4	Déclaration annuelle des prélèvements et consommations	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
6	Réduction de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 3.2	/	Sans objet
7	Opérations exceptionnelles consommatrices d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 13	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la connaissance par l'établissement du cadre réglementaire qui entoure la gestion de la ressource eau en période de sécheresse. Sans attendre la restitution de l'étude technico-économique imposée par l'APC du 2 mai 2022 visant à réduire sa consommation d'eau, un certain nombre d'actions permettant des économies substantielles ont été menées par l'exploitant. Sa consommation globale est conforme au niveau de prélèvement autorisé par l'arrêté complémentaire du 2 mai 2022 mais l'exploitant doit poursuivre ses efforts de

réduction, au travers d'une amélioration du suivi des consommations intrasites, de la poursuite de l'optimisation des consommations des installations, du renforcement des investigations pour détecter au plus tôt et supprimer toute fuite sur le réseau enterré et enfin étudier les possibilités d'avoir recours de façon plus importante aux ressources maîtrisées ou moins vulnérables comme le Canal de Provence, au moins pendant les périodes de sécheresse ou pour les opérations non routinières consommant des quantités d'eau importantes. La poursuite de cette démarche de réduction de la consommation sera encadrée par voie réglementaire.

## **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 :** Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonctionnement normal, les approvisionnements en eau de la raffinerie de Provence sont assurés à partir de quatre origines différentes qui sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Alimentation en eau brute à partir du captage d'eau souterraine du Grand Moutonnier ;</li> <li>- Alimentation en eau brute par le Canal de Provence ;</li> <li>- Alimentation en eau potable par le réseau public d'alimentation en eau potable de la ville de Martigues ;</li> <li>- Alimentation en eau salée par prélèvement d'eau dans l'étang de Berre.</li> </ul> <p>La répartition des approvisionnements en eau en fonction des usages de la raffinerie est la suivante...</p>
<p><b>Constats :</b> Il a pu être vérifié que l'établissement est alimenté par 4 ressources différentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le réseau de la ville de Martigues pour l'AEP (eau potable, sanitaires, douches de sécurité),</li> <li>- l'Etang de Berre pour les besoins incendie (appoint pression, exercices, tests de maintenance, renouvellement de l'eau pour éviter des problèmes de qualité)</li> <li>- l'eau de la Société du Canal de Provence essentiellement en secours ou appoint du forage principal sur la Crau, dont l'utilisation induit des contraintes de natures diverses (économiques, techniques, qualité) ;</li> <li>- le forage principal du Grand Moutonnier à Istres (un puit principal et 3 satellites, entre 12 et 15m), relié par pipe en fonte au site de la Mède, pour tous les usages industriels : refroidissement, process.</li> </ul> <p>En termes de prélèvement :</p> <p>L'eau prélevée sur la nappe de la Crau, a oscillé en moyenne depuis le début de l'année 2022 entre 370 et 270 m3/h avec une tendance générale à la baisse marquée (liée notamment à la résorption de fuite et à une meilleure maîtrise des surverses de trop-pleins en particulier au niveau des installations de traitement de l'eau et au niveau des bassins tampons).</p> <p>La contribution sur le réseau SCP a également été plus importante depuis avril/mai avec un prélèvement qui varie autour de 25 m3/h en moyenne. Le prélèvement global Crau + SCP s'est stabilisé depuis mai, un peu en dessous de 300 m3/h. Les estimations sur 2022, à ce rythme, conduisent à une consommation globale inférieure à 3Mm3 dont moins de 2,7Mm3 sur la Crau (à comparer à 3,4 M en 2021 sur la Crau et 3,5M au total).</p> <p>Le prélèvement de 300 000 m3 environ sur le CdP serait avec ces prévisions inférieur à l'AP (510 000 m3). A noter que sur 2019-2020, ce prélèvement était monté à plus de 800 000 m3 du fait de fuites entre les parties Ouest et Est du site, nécessitant un complément plus important côté Est via la SCdP.</p> <p>Les besoins industriels du site représentent environ 95% de la consommation d'eau. Sur cette eau à vocation industrielle, la production de vapeur représente environ 50% du besoin, le refroidissement des installations environ 40%, le reste des besoins industriels (solutions/lavage/maintenance) représente environ 10%.</p> <p>Il n'a pas été constaté de non respect des dispositions réglementaires applicables.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant confirmera les consommations totales relevées sur 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception et exploitation des ouvrages de prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis annuellement de la déclaration annuelles des émissions polluantes. Les consommations en eau des unités de la raffinerie font l'objet d'un suivi et d'une analyse tendancielle.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de compteur totalisateur au niveau du forage du Grand Moutonnier. Le prélèvement est suivi en continu par le SNCC au travers de l'intégration sur le temps des deux débitmètres présents sur le pipe d'alimentation en eau depuis Istres. L'ensemble des données qui remontent dans le système numérique de contrôle/commande est archivé ce qui garantit la traçabilité des enregistrements. Des audits périodiques de l'Agence de l'eau sont réalisés sur ces débitmètres. L'exploitant indique réaliser des contrôles réguliers mais n'a pu justifier leur fréquence. Sur la canalisation raccordée au réseau du Canal de Provence, le compteur est chez le fournisseur. L'équipe Procédé suit la consommation d'eau tous les jours lors de la réunion journalière secteur par secteur avec l'exploitant, la maintenance, la sécurité, le procédé. Le tableau de bord de suivi a été présenté en inspection. Il s'agit d'un indicateur suivi mensuellement en CODIR. Il n'a pas été constaté de non conformité sur la mise en oeuvre de ces dispositions.
<b>Observations :</b> L'Inspection rappelle de maintenir une application stricte de l'AP de 2018 en ce qui concerne le suivi des prélèvements quotidiens et l'analyse des évolutions constatées et demande de justifier les contrôles réalisés en interne sur les données mesurées par les débitmètres afin de garantir la qualité de la mesure dans le temps.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 4.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions qui lui sont par ailleurs applicables, l'exploitant est a minima soumis, pour les usages domestiques de l'eau qu'il effectue sur son site, aux mesures de restriction générales des usages de l'eau (limitation et suspension de l'arrosage des espaces verts, du lavage des voitures, surfaces, façades ou voiries, etc.) définies le cas échéant par arrêté préfectoral en cas de situation d'alerte ou de crise concernant le département des Bouches-du-Rhône. Il doit en outre mettre en oeuvre les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions ci-après, lorsque, dans la zone d'alerte où il est implantée, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte ou de crise : - Coupure des purges de déconcentration des tours aéro-réfrigérantes sous réserve de maîtrise de corrosion et d'entartrage des circuits.
<b>Constats :</b> En application de l'AP du site et de l'AP cadre sécheresse, l'exploitant a mis en oeuvre les mesures suivantes : - arrosage : maximisation de végétation méditerranéenne, pas d'arrosage depuis août. Terrain de foot non arrosé non plus. - lavage des véhicules : lavage à sec des véhicules par un prestataire (ESAT). Le jour de l'inspection, aucune consigne de sobriété n'avait été faite auprès du personnel ; une demande en ce sens a été faite par l'IIC. En ce qui concerne la disposition sur les coupures des purges de déconcentration des tours aéro-réfrigérantes, sa mise en oeuvre est fortement liée à qualité des eaux dans les circuits des TAR et au risque d'accélération des phénomènes de corrosion et d'entartrage des circuits en cas de non respect des critères. L'exploitant la met en oeuvre mais dispose de peu de marge de manoeuvre et l'impact reste limité sur les économies d'eau. Il n'a pas été constaté de non-conformité sur la mise en oeuvre de ces dispositions.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de formaliser les mesures simples permettant de préserver la ressource quels que soient les usages de l'eau en période de sécheresse, en particulier : - de veiller à l'interdiction d'arrosage des espaces verts en application des dispositions de l'arrêté cadre du 19 mai 2022, - de rappeler à chaque opportunité les bonnes pratiques de sobriété à l'ensemble du personnel,
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Déclaration annuelle des prélèvements et consommations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an.
<b>Constats :</b> Les volumes déclarés par l'exploitant dans GEREPP ces trois dernières années sont rappelés ci-après : - 856 135 m3 sur Durance Verdon et 2 447 807 sur Crau = 3 362 164 m <sup>3</sup> en 2019 - 831 286 m3 sur Durance Verdon et 2 445 867 sur Crau = 3 310 285 m <sup>3</sup> en 2020 - 36 490 m3 sur Durance Verdon et 3 445 671 sur Crau = 3 525 240 m <sup>3</sup> en 2021  A noter qu'en 2019-2020 des fuites sur le réseau ne permettaient pas d'alimenter toutes les installations côté Ouest de la raffinerie à partir du côté Est où arrive le réseau du Grand Moutonnier d'où une consommation supérieure sur la ressource maîtrisée desservie par le Canal de Provence. Même si 2019 étaient une année de transition avec les travaux de reconversion du site, les besoins en eau sont restés importants du fait de la réalisation de nombreux tests hydrauliques sur les nouveaux équipements ou équipements modifiés au titre de la réglementation sur les équipements sous pression et du maintien de la production de vapeur pour les stockages.  Il n'a pas été constaté de non conformité sur la mise en oeuvre de ces dispositions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Mesures d'économie à réaliser en cas de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Economies d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures de restriction lorsqu'elles sont instaurées dans un secteur hydrographique s'appliquent aux usagers alimentés par des prélèvements sur les différentes ressources en eau de cette zone [...]. Les mesures définies ci-après s'appliquent de la manière suivante : pour les usagers économiques prioritaires (agriculteurs, industriels, gestionnaire d'alimentation en eau potable et pour un usage sanitaire de l'eau), il est tenu compte de de l'origine de l'eau et de son lieu de prélèvement [...]. Les mesures de restriction associées à chaque stade de situation hydrographique précédemment défini et leur spécificité en fonction de la ressource mobilisée sont les suivantes en fonction de chaque usage : Activités industrielles (exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ICPE) [situation d'alerte renforcée] : les dispositions applicables au activité industrielles, commerciales et artisanales citées ci-dessous s'appliquent sauf si : a/ L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement prévaut alors. b/ L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...). L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de

justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.  
c / L'exploitant prélève dans une ressource maîtrisée.

**Constats :** L'arrêté-cadre départemental du 19 mai 2022 relatif à la gestion des périodes de sécheresse dans les Bouches du Rhône a conduit au déclenchement des seuils pour le secteur de la Crau le 1er avril 2022 (Etat de Vigilance Sécheresse sur l'ensemble des BdR), le 1er juillet 2022 (Etat d'alerte Sécheresse) et le 16 août 2022 (Etat d'alerte renforcée Sécheresse).

L'établissement ne dispose pas d'arrêté préfectoral spécifique relatif aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse.

Par ailleurs, la raffinerie exploite directement l'eau de la nappe de Crau qui n'est pas considérée comme une nappe maîtrisée.

Ainsi, l'exploitant a produit lors de l'inspection certaines justifications sur les actions mises en oeuvre au fil des années afin de démontrer qu'il avait réduit au minimum possible les prélèvements en eau en mettant en oeuvre les meilleurs techniques disponibles.

L'exploitant a tout d'abord justifié que la réduction des consommations d'eau fait partie des axes d'amélioration du groupe dans sa politique globale de réduction énergétique/utilisation des ressources. Par ailleurs, il a rappelé que la reconversion du site avait conduit à une optimisation des procédés et équipements afin de réduire les consommations d'énergie ou de ressources.

La majorité des actions de réduction présentées par l'exploitant ont porté sur les actions d'optimisation du rendement énergétique avec notamment une réduction importante du nombre de TAR (à présent ce sont essentiellement des aéroréfrigérants sur le site) et des actions sur la recherche de fuite ainsi que la recherche des pertes d'eau tels que les surverses par trop plein.

Les actions menées depuis le début de l'année ont permis d'atteindre une réduction de la consommation sur la Crau proche de 30% (370 m<sup>3</sup>/h sur le 1er trimestre, hors sécheresse, à environ 270 m<sup>3</sup>/h depuis début mai).

L'exploitant a également présenté les perspectives de réduction supplémentaire par le biais, soit d'actions complémentaires de réduction des consommations (leviers limités à courts termes a priori, les actions envisagées découleront principalement du plan d'actions de l'ETE prescrite par l'arrêté du 2 mai 2022), soit d'une augmentation du prélèvement sur le Canal de Provence en compensation d'une baisse des prélèvements sur la Crau, soit par des actions de baisse de l'activité du site. Toutefois sur ce dernier point, l'exploitant explique que la consommation d'eau n'est pas proportionnelle au niveau d'activité des unités, un talon important conduit à maintenir les prélèvements à un niveau élevé, essentiellement pour continuer à produire la vapeur nécessaire à beaucoup d'équipements même à l'arrêt, par exemple pour éviter les figeages sur certains bacs, etc., sans pouvoir chiffrer à ce stade cette relation niveau d'activité / consommation d'eau.

En ce qui concerne les études en cours dans le cadre de l'article 3.2 de l'AP du 2 mai 2022 (échéance de remise 18 mois), 3 grandes lignes d'actions sont étudiées :

- 1) la pérennisation de la baisse des prélèvements sur la Crau (amélioration de la gestion des bassins, modification du système de régulation des pompes, adaptation du process à la qualité de l'eau CdP)
- 2) Recherche/traitement des fuites sur le réseau de distribution
- 3) Optimisation de la production d'eau déminéralisée (les osmoseurs actuels, avec une prestation sous-traitée, correspondent à une solution provisoire qui a conduit à une augmentation de la consommation d'eau par rapport au système de production d'eau déminéralisée classique de l'ancienne raffinerie).

A ce stade, il reste donc des pistes qui doivent être étudiées jusqu'au bout afin de pouvoir conclure sur la réduction au minimum des prélèvements opérée par Total sur la ressource Crau en période de sécheresse.

**Observations :** Il est attendu un bilan complet en termes de consommation / économie sur l'année 2022 en faisant apparaître le distinguo entre la période de sécheresse et la période hors sécheresse et un échéancier sur les propositions supplémentaires de réduction à court terme de la consommation d'eau.

Sur les actions à plus long terme, la piste d'une augmentation des prélèvements dans une ressource maîtrisée ou moins vulnérable que l'eau de la plaine de Crau permettant de réduire les prélèvements sur cette dernière en cas

de période de sécheresse est un enjeu fort dans le cadre de l'ETE à remettre en application de l'APC de 2022. Par ailleurs, sur cette même ETE, il est demandé à l'exploitant de confirmer l'intégration d'un volet sur les possibilités de recyclage des eaux traitées en sortie de l'unité de traitement des effluents (TER).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 :** Réduction de la consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ETE réduction de la consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une étude technico-économique visant à étudier l'ensemble des solutions visant à la réduction de la consommation en eau, notamment dans le cadre de la production d'eau déminéralisée. Cette étude sera transmise à l'Inspection des installations classées sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté. Dans sa transmission, l'exploitant synthétise les propositions étudiées dans l'étude technico-économique et propose un échéancier de réalisation des mesures économiquement acceptables dont les délais n'excèdent pas 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Echéance non échue. Rappel des attentes. Cf. Point de contrôle précédent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Opérations exceptionnelles consommatrices d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Economies d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures de restriction lorsqu'elles sont instaurées dans un secteur hydrographique s'appliquent aux usagers alimentés par des prélèvements sur les différentes ressources en eau de cette zone [...]. Les mesures définies ci-après s'appliquent de la manière suivante : pour les usagers économiques prioritaires (agriculteurs, industriels, gestionnaire d'alimentation en eau potable et pour un usage sanitaire de l'eau), il est tenu compte de de l'origine de l'eau et de son lieu de prélèvement [...] Les mesures de restriction associées à chaque stade de situation hydrographique précédemment défini et leur spécificité en fonction de la ressource mobilisée sont les suivantes en fonction de chaque usage : Les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées ou consommatrices d'eau sont reportées (exercices incendies, opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif lié à la salubrité ou à la sécurité publique.
<b>Constats :</b> En ce qui concerne les opérations de maintenance grosses consommatrices d'eau, l'Inspection a rappelé à l'exploitant l'opportunité de reporter toutes les opérations pouvant l'être, notamment les épreuves hydrauliques de bacs ou de pipes. L'exploitant n'a pas pu indiquer lors de l'inspection si des opérations étaient envisagées à court terme mais a rappelé que l'arrêt total du site pour le changement des catalyseurs était calé en septembre, pour une durée d'environ 3 semaines. Il n'a pas été constaté de non conformité dans la mise en oeuvre de ces dispositions.
<b>Observations :</b> L'exploitant étudiera les solutions alternatives à l'utilisation de l'eau de la nappe pour les opérations de maintenance / contrôle réglementaire pouvant générer des consommations d'eau importantes telles que les opérations de nettoyage/raclage/épreuves hydrauliques de bacs ou de pipes, en particulier via la ressource maîtrisée SCdP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet